



MWANGAZA

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

RESPECT DES DROITS DES COMMUNAUTÉS ET TRANSPARENCE DANS LE PROJET HYDROÉLECTRIQUE DE BUSANGA

L'accès à l'électricité est un droit fondamental pour chaque citoyen et le gouvernement congolais a l'obligation d'y travailler en respectant la loi et en protégeant le bien-être de nos communautés. C'est pourquoi ce qui se passe actuellement à Busanga dans le Lualaba est inacceptable et des solutions doivent être trouvées dans l'intérêt de toutes les parties.

Après les travaux de Goma (avril 2021), les organisations membres du RÉSEAU MWANGAZA se sont réunies du 08 au 09 Septembre 2021 à Lubumbashi dans la province du Haut-Katanga pour examiner les questions urgentes qui se posent dans le secteur de l'électricité, faire le point sur son fonctionnement et ses objectifs tels que définis pendant les travaux du Nord-Kivu.

Durant les assises de Lubumbashi, le RÉSEAU a tour à tour examiné les questions prioritaires relatives au Droit d'accès à l'électricité, aux droits des communautés locales à des indemnités justes et équitables, ainsi qu'à une gouvernance responsable du secteur énergétique dans tous ses aspects.

Deux préoccupations majeures ont retenu notre attention :

1. La situation du barrage de Busanga où des communautés locales ont été délocalisées dans l'illégalité et qui voient leurs champs inondés sans aucune compensation. Pendant ce temps sur les 240 MW à produire, rien ne montre pour le moment que ce courant bénéficiera à la population congolaise en général et de Lualaba en particulier. Sur le plan de la gouvernance, l'opacité qu'entoure l'actionnariat de Sicohydro et le rôle exact de l'entreprise COMAN à côté de la SNEL et de la Gécamines continue à alimenter les soupçons de corruption et d'enrichissement illicite au détriment de la Nation.

2. La situation de l'Autorité de Régulation de l'Électricité (ARE) un an après son installation qui a du mal à fonctionner par manque des moyens et qui en est réduite à accepter l'argent des entreprises pour mener ses missions. Ce qui pose un véritable problème d'indépendance et d'efficacité. Une note Mwangaza sera publiée à ce sujet dans les jours à venir.

C'est pourquoi le Réseau Mwangaza appelle le gouvernement central et le gouvernement provincial de Lualaba à organiser le processus d'indemnisation des communautés affectées et à trouver des solutions urgentes sur les autres problèmes identifiés dans la mise en œuvre du projet hydroélectrique de Busanga. Le Réseau Mwangaza demande également au parlement la mise en place d'une Commission d'enquête sur le projet SICOHYDRO.



MWANGAZA

En outre, le Réseau Mwangaza demande au gouvernement central de doter l'ARE des moyens nécessaires à son fonctionnement pour assurer son indépendance vis-à-vis des opérateurs du secteur de l'électricité et à accélérer son opérationnalisation dans les provinces.

Le Réseau Mwangaza reste mobilisé pour rendre effectif le droit d'accès à l'électricité tel que garanti par l'article 48 de la Constitution congolaise.

Fait à Lubumbashi, Le 09 septembre 2021

POUR TOUT CONTACT

Me Jimmy MUNGURIEK UFOY, Coordonnateur
Tél : (+243) 820875088 ; 993079650
E-mail : jimmyjudi@gmail.com

Me Erick KASSONGO, Porte-Parole
Tél : (+243) 815 983 115
E-mail : erkassk@hotmail.fr

Mr. Freddy Kasongo,
Tél : (+243) 0995567001
E-mail : fkasongo@maliyetu.org

MEMBRES SIGNATAIRES

- African Resources Watch (AFREWATCH, Haut-Katanga)
- Cadre de Concertation de la société civile de l'Ituri sur les Ressources Naturelles (CdC/RN Ituri)
- Centre Congolais pour de Développement Durable (CODED, Kinshasa)
- Coalition des Organisations de la société civile pour le suivi des Réformes et de l'Action Publique (CORAP, Kinshasa)
- Centre de Recherche sur l'Environnement, la Démocratie et les Droits de l'Homme (CREDDHO, Nord-Kivu)
- Conseil Régional des Organisations Non Gouvernementale de Développement/ Kasai Central (CRONGD, Kasai Oriental)
- Initiative pour la Bonne Gouvernance et les Droits Humains (IBGDH, Lualaba)
- Justice Pour Tous (JPT, Sud-Kivu)
- Observatoire d'Etudes et d'Appui à la Responsabilité Sociale et Environnementale (OEARSE, Haut-Katanga)
- Resource Matters (Belgique – Kinshasa)